

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement Occitanie
89 rue Wéber CS 52002
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 05/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GC Conseil

22 boulevard Gambetta
30100 Alès

Références : -

Code AIOT : 0006604714

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2024 dans l'établissement GC Conseil implanté Les Taillades et Camp des Nonnes 30110 Branoux-les-Taillades. L'inspection a été annoncée le 19/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visité réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, la dernière visite remontait à 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GC Conseil
- Les Taillades et Camp des Nonnes 30110 Branoux-les-Taillades
- Code AIOT : 0006604714

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GC conseil exploite un terril de schiste sur la commune de Branoux les Taillades. Les matériaux extraits sont essentiellement à destination d'ornement. M Costanzo est le seul salarié de l'entreprise. L'exploitation de la carrière est sous traitée et se fait par campagne. Il n'y a aucun engin ni installation sur le site en dehors des campagnes d'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La carrière est "sous exploitée", M Costanzo en est conscient et cherche a développer son activité, il s'agit d'un marché de niche avec un matériau ayant des propriétés de tenue très particulières.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contenu minimal de la documentation	Arrêté Préfectoral du 21/02/2012, article 2.2.2	Sans objet
2	PHASAGE DE RÉHABILITATION DU SITE	Arrêté Préfectoral du 21/02/2012, article 4.4	Sans objet
3	Surveillance dans l'environnement de la poussière de silice	Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 4.1.2	Sans objet
4	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 1.6.1.1	Sans objet
5	Entretien de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 2.1.4	Sans objet
6	Eaux de pluie	Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 3.5	Sans objet
7	Emplacement des installations	Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'accès à la carrière est bien sécurisé, le site est propre et entretenu, la maîtrise foncière est assurée, l'exploitant est disponible et a fourni tous les documents demandés par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu minimal de la documentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2012, article 2.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : Les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation sur lesquels seront reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres• les bords de la zone d'extraction• les gradins• les stockages• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (bords de l'exploitation, gradins, fond de la zone d'extraction, ...)• les zones remises en état• la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Un plan en date du 30 juillet 2024 du géomètre expert EURL Vial a été présenté à l'inspection. La Bande des 10 mètres n'y figure pas (art 14.1 de l'AM du 22 septembre 1994). Toutefois l'inspection a pu constater que les zones en exploitation sont bien en dehors de cette bande.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fait rajouter cette bande sur le plan par le géomètre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PHASAGE DE RÉHABILITATION DU SITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2012, article 4.4
Thème(s) : Situation administrative, Phasage
Prescription contrôlée : Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté. La durée de l'autorisation est divisée en période pluriannuelle. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes est fixé plus haut. Les opérations de remise en état prévue à l'échéance de chaque phase quinquennale doivent être terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée.

Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant extrait actuellement les matériaux sur le front nord est du terri, ceci afin d'élargir la piste pour permettre aux véhicules de se croiser et d'accéder aux zones de stockage situées au sommet. Le phasage d'exploitation est en retard. L'exploitant a présenté à l'inspection un acte de cautionnement solidaire de la société Atradius valable jusqu'au 13/02/2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance dans l'environnement de la poussière de silice

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : La qualité de l'air est mesurée en amont et en aval des installations. Les points de mesure comportent au minimum trois stations de prélèvement mises en place suivant le plan figurant en ANNEXE 4. Cette implantation pourra, au besoin, être adaptée en accord avec l'inspecteur des installations classées. Les campagnes de mesures sont effectuées de façon à pouvoir évaluer une qualité moyenne annuelle de l'air. Chaque campagne a une durée minimale de deux semaines consécutives avec le même support et doit être corrélée avec les situations particulières susceptibles d'altérer la représentativité des mesures (travaux agricoles à proximité pouvant soulever des poussières, circulation automobile particulière ...), avec les paramètres météorologiques (vent -pluie) et avec les conditions de marche des installations (rythme, créneaux horaires) ; Ces campagnes de périodicité annuelle porte alternativement sur une période réputée sèche et sur une période réputée humide (juillet et novembre).
Constats : L'inspection a pu consulter le bilan annuel des retombées atmosphériques des poussières 2023 du cabinet Kali'air référencé CKL23-A380-PRO03-V01 émis le 26 mars 2024. Les résultats sont conformes. L'inspection a également constaté la présence d'une station météo sur le carreau 238 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 1.6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Panneau / Clotures
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu ,avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. L'accès à la voie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors

des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace où tout-autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part ,sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : L'inspection a constaté la présence de panneaux sur le portail d'entrée indiquant les références des arrêtés préfectoraux, un plan de circulation et les coordonnées de la mairie de Branoux les Taillades. L'inspection a pu constater que le site est sécurisé sur tout son pourtour par un grillage et un portail coulissant coté N106 et des poteaux avec 3 fils sur les parties nord, est et sud, il y a également des panneaux "accès interdit" et "danger carrière".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Prescription contrôlée : L'établissement et ses abords doivent être tenus dans un état de propreté satisfaisant.
Constats : La carrière est propre et entretenue, présence de quelques pneus usagés et de matériaux de négoces extérieurs à la carrière en très faibles quantités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Ruissellement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour [.....] de constituer un barrage.
Constats : L'inspection a pu constater que l'ensemble de la carrière est équipée d'un réseau de caniveaux et de buses donnant sur un bassin le long du Gardon (niveau 194 m NGF). Ainsi les eaux de pluie qui n'ont pas été absorbées par le schiste finissent dans ce bassin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Emplacement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 1.3
--

Thème(s) : Situation administrative, Cadastre
Prescription contrôlée : Conformément au plan à l'échelle de 1/ 2000 joint au présent arrêté (ANNEXE 1), les installations autorisées sont implantées sur les parcelles n° 122 à 126, 306 section AC du plan cadastral et 6 à 8 et 182 section AD du plan cadastral.
Constats : L'inspection a pu consulter la convention d'exploitation et de vente des matériaux provenant du terroir des Nonnes en forêt domaniale du Rouvergüe.
Type de suites proposées : Sans suite